



Charly Cassan : « Trop de mensonges et de non-dits »

Dans le cadre du 50^e anniversaire des accords d'Évian, *Corse-Matin* a choisi d'éclairer la guerre d'Algérie à travers plusieurs témoignages. Une série qui s'ouvre avec l'auteur d'un film choc.

Ce dimanche soir, France 2 a diffusé le documentaire « *Guerre d'Algérie, la déchirure* » réalisé par le cinéaste bastiais Gabriel Le Bomin, en collaboration avec l'écrivain-historien Benjamin Stora.

Un programme suivi par plus de 3 millions de téléspectateurs, ce qui témoigne de l'intérêt du public pour ce sujet, malgré les efforts que l'État a, un demi-siècle durant, déployés pour maintenir ce conflit, ses tenants, ses aboutissants et ses épisodes les plus tragiques (les plus horribles même) derrière un rideau opaque. À moins qu'il ne s'agisse d'un épais voile... de la honte. Un pan effectivement bien peu glorieux de l'Histoire de France auquel *Corse-Matin* a décidé de donner un éclairage particulier à l'occasion du 50^e anniversaire des « accords d'Évian » à travers lesquels il a été mis un terme à ce conflit, en actant l'indépendance octroyée à l'Algérie. Cet éclairage va prendre la forme d'entretiens avec plusieurs témoins directs (des militaires français, des harkis, etc...) de ce que furent les huit longues années de cette « sale guerre ».

Une série que nous ouvrons aujourd'hui avec Charly Cassan, un Français d'Algérie qui a lui-même - avec Marie Havenel (une métropolitaine) - réalisé sur le sujet un documentaire au titre évocateur : « *La valise ou le cercueil* ».

Un film engagé. Au point qu'aucune chaîne de télévision n'a, à ce jour, accepté de le diffuser*.

Charly Cassan nous livre donc son explication sur cette forme de censure, sa vision des choses (celle d'un Pied-Noir) et son ressenti à propos de l'ignorance d'un grand public qui n'a trop souvent eu accès qu'à des informations tronquées et erronées.

Quels sont donc les motifs invoqués par les chaînes de télévision qui refusent de diffuser votre film, alors même qu'il a reçu en juin dernier un visa d'exploitation « tout public » ?

La formule laconique qui revient le plus souvent est la suivante : « *Œuvre ne correspondant pas à notre ligne éditoriale* ». Il ne nous est, généralement, pas fourni plus d'explications. Une attitude difficilement concevable de la part des chaînes publiques qui, comme leur nom l'indique, sont investies d'une mission de service public qui se doit de prendre en compte la pluralité des opinions. Et le CSA est censé veiller à ce respect. Dans les deux cas, tout ceci n'est donc que virtuel.

Plusieurs députés et de nombreuses associations sont intervenus pour que votre film soit diffusé. Qu'est-ce qui peut, selon vous, continuer à faire obstacle ?

Après 50 ans, il est apparemment encore tabou de parler de ces événements tragiques. Surtout si l'on se place du côté des victimes en leur donnant la parole. Il y a tellement longtemps qu'elles attendent de pouvoir s'exprimer...

La façon dont vous stigmatisez l'attitude du Général De Gaulle



Il a fallu plus de deux ans à Charly Cassan et Marie Havenel pour réaliser ce documentaire « sans bénéficiaire de la moindre subvention ». A ce jour, leur film n'a été projeté que dans des salles de cinéma et à l'Assemblée nationale.

(Photo DR)

est-elle, selon vous, la raison de cette forme de censure ?

Évidemment. Pourtant, nous ne faisons que replacer son action politique - ou plutôt son inaction - dans le contexte de l'époque. Nos références à ses engagements et ses promesses non tenues sont sans haine et sans rancœur. Nous nous en sommes tenus aux faits, et uniquement aux faits.

Peut-il y avoir une autre raison, qui soit par exemple liée à la forte densité en France de musulmans... qu'il s'agit de ne pas froisser ?

Je le crois d'autant plus que nous sommes en période électorale et que toutes les voix des Français de souche musulmane sont convoitées. Mais la principale raison, selon nous, est que peu de personnes, y compris au sein des médias, connaissent véritablement l'histoire de la guerre d'Algérie. Il n'y a donc pas volonté de leur part de rétablir une vérité qu'ils ignorent. Trop de Français ont bûti leur opinion sur de simples ressentis et, plus graves, sur les mensonges, et les non-dits qui leur ont été servis.

Les jeunes générations savent effectivement très peu de chose de cette guerre. Selon vous, y a-t-il eu volonté de la part du pouvoir, de maintenir l'opinion publique dans une forme d'ignorance ?

Absolument. C'est pour nous une évidence, une certitude. Même s'il

n'y a sans doute pas eu une action véritablement concertée de la part de tous ceux qui avaient le pouvoir d'informer les Français (médias compris). Mais le fait est là : on a caché beaucoup de choses au peuple de la métropole. À l'époque bien sûr, mais aujourd'hui encore.

La guerre d'Algérie a-t-elle d'abord été, selon vous, une guerre de religion ?

On pourrait effectivement le croire si l'on s'en réfère aux prémices du conflit. Mais le FLN était avant tout une organisation politique qui s'est servie de la religion pour faire grandir dans la communauté musulmane un sentiment nationaliste et ses aspirations indépendantistes. Mais les motivations de ses chefs étaient uniquement politiques.

Que répondez-vous à ceux qui jugent votre travail trop partisan ?

S'ils portent un tel jugement sur ce film en invoquant le parti pris qui a été le nôtre de dénoncer les mensonges, les silences et de donner - pour une fois ! - la parole aux victimes... alors oui nous sommes fiers de notre engagement partisan !

Avez-vous vu le film « Guerre d'Algérie, la déchirure » diffusé avant-hier soir par France 2 et qu'en avez-vous pensé ?

Il a certains mérites dont celui de montrer des atrocités commises par

le FLN. C'est d'ailleurs la première fois, à notre connaissance, qu'une chaîne publique diffuse de telles images. Nous regrettons par contre que certains événements (ceux du 26 Mars et du 5 Juillet 1962 notamment) ne soient évoqués que du bout des lèvres, de même que l'exode des Pieds-Noirs qui est à peine survolé. Enfin, si certaines vérités sont énoncées, elles ne sont pas appuyées par des images chocs qui auraient pu davantage marquer les esprits.

Vous aviez 20 ans quand vous avez dû fuir l'Algérie avec votre famille. Quels sont vos souvenirs personnels les plus marquants ?

Ils sont liés d'une part à la détresse de mes parents quand il nous a fallu précipitamment quitter notre maison, et d'autre part à notre arrivée à Marseille où l'on n'avait rien à faire de nous. D'ailleurs mon père n'a pas supporté cet exode et cette situation de rejet. Par désespoir, il a préféré rapidement en finir avec la vie.

Poursuivez-vous votre combat pour que ce film puisse être diffusé à la télévision ?

Bien entendu. Depuis sa sortie (et sa diffusion dans certaines salles de cinéma ou établissements privés) force est de constater qu'il correspond à ce qu'attendaient, depuis si longtemps, tous les Français d'Algérie dans la façon d'aborder leur histoire. Nous avons

l'impression d'être investis d'une mission sacrée, avec le devoir induit d'aller au bout dans notre démarche.

Si cette attente était si forte, n'est-ce pas aussi parce que certaines œuvres cinématographiques ont pu contribuer à une mauvaise information du grand public ?

Pas certaines, mais la majorité d'entre elles, oui ! Soit à travers la repentance à outrance qu'elles suggéraient, soit parce qu'elles versaient dans une forme de nostalgie mièvre. Rares sont ainsi les films à avoir véritablement servi la cause des Français d'Algérie en apportant à leur histoire un éclairage digne de ce nom.

En date du 2 février dernier, le ministre de l'éducation nationale vous a nommé chevalier dans l'ordre des palmes académiques. Comment avez-vous accueilli cette distinction à caractère

pédagogique qui contraste avec l'ostracisme dont vous dites être victime vis-à-vis de votre travail de mémoire sur la guerre d'Algérie ?

Restent-ils encore des hommes politiques sensibilisés par la tragédie qu'ont vécue les Pieds-Noirs, les Harkis et les militaires ? Je pense que oui et je vois en cette médaille une forme de reconnaissance de ce drame humain sans précédent dans l'histoire de France. Je dédie donc cette distinction à Marie (NDLR : Havenel, la co-réalisatrice) qui a su apporter à ce film toute sa sensibilité et son humanisme, sans oublier ceux qui dans l'ombre se battent pour faire connaître la véritable histoire des Français d'Algérie.

Continuez-vous à collecter des documents sur le sujet, et quel est aujourd'hui votre espoir ?

Comme je vous le disais, je considère que la poursuite de ce combat, je la dois à celles et ceux auxquels cet immense gâchis a causé tant de souffrances. Continuer à me battre pour que notre film soit diffusé**, c'est défendre leur mémoire, avec l'espoir que soit officiellement reconnu, un jour, leur statut de victimes de la raison d'État.

Les propos qu'a tenus Nicolas Sarkozy la semaine dernière à Nice vous paraissent-ils aller dans ce sens ?

Nous les assimilons à de simples paroles d'un candidat en campagne. Les Pieds-Noirs comme les Harkis ne sauraient s'en contenter.

JEAN-PAUL CAPPURI
jpcappuri@corsematin.com

* Ce film d'une durée de deux heures (trois avec les bonus) n'est actuellement disponible que sur commande. Soit sur Amazon.fr, soit directement auprès de la maison de production Reportage 34 (04.67.27.87.26 ou sur reportage34@hotmail.fr)

** Une manifestation de soutien aux réalisateurs de ce film (et pour sa diffusion) est organisée ce dimanche 18 mars à Évian devant le palais des festivités de la ville, qui abritera un colloque sur le thème 50 ans après les accords d'Évian.